



Déclaration liminaire du CTL du 28 septembre 2017

Monsieur le Président,

Dans un contexte social en effervescence, salariés du privé et fonctionnaires mènent le même combat pour la préservation de notre modèle social face à un gouvernement aveugle et sourd.

Pour la Fonction Publique, le constat est sans appel :

- **RE-gel** du point d'indice (après la large augmentation de 1,2 % après 7 ans de glaciation) ;
- **RE-instauration** de la journée de carence (qui ne sera pas compensée par l'employeur) ;
- Application du non-protocole **PPCR** et introduction du **RIFSEEP** dès 2018 (carrières allongées, mobilité subie, modularité des primes, ...) et une revalorisation des grilles indiciaires C, B et A sur un calendrier détendu !
- Décorrélación de la valeur du point d'indice entre les 3 versants de la Fonction Publique : attention à la mobilité subie !
- Suppression de 120 000 emplois publics dont 50 000 pour la Fonction Publique d'Etat ;
- **Augmentation de la CSG** avec un système de compensation que les fonctionnaires vont auto-financer.

Et pourtant, le gouvernement nous endort avec des chiffres alambiqués, 4% d'augmentation de salaire en 2017 et seulement 1 600 suppressions d'emplois en 2018.

Monsieur le Président, vous assurez-nous de ces chiffres pour la DGFIP !!!

Notre ministère n'est toujours pas prioritaire, il sera toujours marqué au sceau de l'exemplarité et subira en plus la baisse des moyens budgétaires. (A quand un point d'étape budgétaire 2017 de notre DDFiP ?)

Monsieur le Président, vous martelez le rôle essentiel de notre administration, la pérennité de nos missions.

Vous devez le constater lors de vos déplacements, ces annonces, la réalité des dégâts des suppressions d'emplois et des restructurations incessantes de ces 4 dernières années ont marqué et marquent encore aujourd'hui l'esprit de nos collègues, vos collaborateurs !!!

Ensemble, nous, agents de la DGFIP quel que soit notre grade, nous, organisations syndicales représentantes des personnels, vous, représentants de la Direction Départementale, UNISSONS-NOUS pour dénoncer ces aberrations dans un seul et même combat :

Le 10 octobre 2017

à l'appel des 9 fédérations syndicales de la Fonction Publique (inédit depuis 10 ans)

TOUS en GREVE.

SOLIDAIRES Finances Publiques 62 s'y inscrit pleinement et invite les agents de la DDFiP à manifester leurs craintes et leurs RAS LE BOL sur les rassemblements de la région.

ON LACHE RIEN !!!

Même si cela est de portée nationale, Monsieur le Président, nous vous avons interpellé !

A l'ordre du jour de ce CTL, (probablement plus serein que les deux précédents où les élus et les citoyens ont déclamé leur colère),

➤ La réorganisation des secteurs des Services des Impôts des Particuliers d'Arras, Calais et Montreuil, des projets qui proviennent du réseau, mais plutôt comme si souvent entendu :

« les gouvernants au travers du parlement décident d'une politique budgétaire impliquant des suppressions d'emplois et une baisse des moyens de fonctionnement. Notre 'gentil' DG, Bruno PARENT, est donc obligé d'en appliquer les conséquences en demandant l'adaptation de notre réseau et en fléchissant ces suppressions d'emplois. Plus proche de nous, le directeur local décline les fermetures de services et les emplois qui n'y seront plus sous des prétextes fallacieux de charge ou inversement ! Enfin, l'encadrement intermédiaire, les responsables de services sont **eux dans l'obligation** d'adapter l'organisation de leur service ... »

Monsieur le Président, vous présentez ces projets comme des projets provenant du réseau, pour **SOLIDAIRES Finances Publiques 62**, il s'agit là encore une fois d'une nécessité imposée par les suppressions d'emplois depuis maintenant plus de 15 ans !

Monsieur le Président, à vous d'arbitrer les débats, afin que chacun puisse s'exprimer, tant vos experts que les représentants du personnel face à vous.

Un point particulier, le site de Diderot, un gouffre financier pour certains, pour d'autres une vision au coup par coup dénoncée depuis des années, vos voisins pourront l'attester... Monsieur le Président, **SOLIDAIRES Finances Publiques 62** exige d'avoir une visibilité à plus de 2 jours sur la stratégie immobilière de ce bâtiment !

➤ Le bilan des entretiens professionnels 2017 (gestion 2016) des agents de la DDFiP du Pas-de-Calais...*enfin une partie !*

Un constat, la direction a laissé perdre des mois pour les agents qui font tant pour l'exercice des missions, dont la qualité est reconnue par tous, en raison d'un système arbitraire dénoncé depuis sa mise en place par SOLIDAIRES Finances Publiques.

Dès à présent, nous exprimons les dangers du prochain système sans réduction d'ancienneté où le littéraire arbitrera la carrière de chacun d'entre nous !

Monsieur le Président, les élus de **SOLIDAIRES Finances Publiques 62** demandent une 1^{ère} suspension de séance de 6h20 afin que nous disposions des 8 jours pour étudier les fiches de présentation de ce CTL et ensuite une suspension de 5 jours afin d'étudier les plans à priori bien rafraîchis.

Monsieur le Président du CTL, les représentants des personnels ont interpellé le Président du CHS-CT sur des situations impérieuses. Avez-vous des réponses à apporter, les agents sont en attente d'une réponse rapide et efficace ?

Wilfried GLAVIEUX, Delphine FACON, Sandrine BUQUET

élus titulaires

Catherine PAYEN, Philippe COLIN, Laurence MOUTIN-LUYAT

*élus sur leurs postes de travail ou en train d'informer nos collègues
sur les bonnes raisons de faire grève le 10 octobre*

